

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



UN LIBRARY



Distr.
GENERALE
A/35/750
11 décembre 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-cinquième session
Points 26 et 30 de l'ordre du jour

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

CREATION D'UNE ZONE EXEMPTÉE D'ARMES NUCLEAIRES
DANS LA REGION DU MOYEN-ORIENT

Lettre datée du 10 décembre 1980, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent d'Israël auprès de
l'Organisation des Nations Unies

Dans la lettre que je vous ai adressée le 13 octobre 1980 (A/35/537), j'ai eu l'honneur de vous communiquer quelques opinions autorisées publiées récemment au sujet du programme nucléaire de l'Iraq et du grave danger que cela représente pour la paix et la sécurité internationales.

A ce propos, il convient de signaler que l'Iraq a depuis lors refusé l'accès de ses installations nucléaires aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique contrevenant ainsi à ses engagements internationaux et révélant une fois de plus ses intentions.

En outre, eu égard aux préoccupations de la communauté internationale à propos des faits récents intervenus dans le domaine nucléaire au Moyen-Orient, je souhaiterais attirer de toute urgence votre attention sur les efforts que déploie un autre Etat arabe belliqueux, à savoir la Libye, pour se doter d'un potentiel nucléaire. C'est un fait extrêmement grave, étant donné en particulier la participation de la Libye à un certain nombre de conflits en Afrique dans la région de la Méditerranée et au Moyen-Orient.

Je joins à la présente lettre de courts extraits de rapports bien documentés et dignes de foi qui ont été publiés à propos du programme nucléaire de la Libye.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 26 et 30 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent d'Israël auprès de
l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Yehuda Z. BLUM

ANNEXE

Quelques-unes des opinions bien documentées publiées au sujet du
programme nucléaire de la Libye

A

"La naissance de la bombe islamique"

(Rapport d'une mission d'enquête de télévision de la BBC :
extraits d'un enregistrement rendu public le 15 juin 1980)

Les négociations entre le Pakistan et la Libye ont atteint leur apogée à la première Conférence islamique tenue en grande cérémonie à Lahore (Pakistan) en février 1974. Presque toutes les nations islamiques étaient représentées, par leur chef d'Etat pour la plupart. Officiellement, le thème de la Conférence était la politique pétrolière. Mais l'accord le plus important était officieux et intéressait Khaddaffi et Bhutto.

Les deux dirigeants avaient arrêté définitivement les détails de l'accord le plus important dans l'histoire du sous-continent indien et du Moyen-Orient. Bhutto allait poursuivre la mise au point de la bombe et Khaddaffi devait contribuer à financer les dépenses nécessaires; il avait donné un chèque en blanc à Bhutto. Lorsqu'on lui avait demandé avec insistance si le montant de l'aide promise par Khaddaffi dépassait 50 millions de dollars, l'une de nos sources a répondu en haussant les épaules "Ce n'est qu'une bagatelle".

Outre les détails relatifs au financement, le pacte signé entre Khaddaffi et Bhutto stipulait que lorsque le Pakistan aurait mis en place sa propre industrie nucléaire, il apporterait son assistance à la Libye en matière de formation, de matériel et de ressources techniques de sorte que la Libye puisse à son tour produire elle-même des armes nucléaires.

Si le Pakistan recherche le matériel nucléaire surtout en Europe, il doit assurer ses besoins en combustible à partir d'un autre continent. Au coeur du Sahara, dans la République islamique du Niger, on extrait l'uranium dont le Pakistan a besoin pour son programme nucléaire.

La société d'extraction de l'uranium est française.

Le Niger obtient une partie de la production de la mine, dont il vend la presque totalité aux Etats frères islamiques du Pakistan et de la Libye. Officieusement, les Français disent qu'ils ne peuvent intervenir dans ces arrangements : le Niger est un Etat indépendant, qui peut donc vendre son uranium à qui bon lui semble; la vente est publique, légale et même enregistrée auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

/...

L'accord entre le Niger et le Pakistan enregistré auprès de l'AIEA stipule que l'uranium ne pourra être utilisé ni pour la fabrication d'armes nucléaires ni pour promouvoir tout autre objectif militaire, ni pour la fabrication de tout autre engin explosif'.

Une grande partie de l'uranium vendu par le Niger à la Libye est acheminée au Pakistan.

B

"La Libye cherche à se joindre au club nucléaire, disent les scientifiques en guise d'avertissement"

(Nature, 7 décembre 1978, vol. 276, p. 559)

La Libye cherche activement à se doter d'armes nucléaires, bien qu'elle ait signé le traité de non-prolifération des armes nucléaires il y a trois ans, déclare la Federation of American Scientists en guise d'avertissement. La FAS demande instamment à l'Union soviétique d'annuler un accord aux termes duquel celle-ci vendrait à la Libye une centrale nucléaire de 400 mégawatts.

D'après Jeremy Stone, Directeur de la Fédération dont le siège est à Washington. Ahmed Al-Shahati, qui est chef du bureau de liaison à l'étranger du Congrès général du peuple, lui aurait dit sans ambages que la Libye cherchait toujours à obtenir une bombe atomique. "Shahati n'a fait aucun mystère à ce sujet, disant que la Libye rechercherait toutes les armes qui lui permettraient de se défendre", a dit M. Stone à propos des entretiens qu'il avait eus à Tripoli en octobre. "Pour être sûr d'avoir bien compris, j'ai demandé à nouveau : La Libye s'efforçait-elle de maintenir son droit à obtenir une bombe ou d'obtenir la bombe elle-même? Il s'agissait bien d'obtenir la bombe."

L'Union soviétique qui avait pour politique de vendre des techniques nucléaires uniquement aux pays qui avaient ratifié le traité de non-prolifération, a rendu public le contrat signé avec la Libye en octobre. Les Russes négocient actuellement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique les sauvegardes qui garantiraient que le combustible nucléaire serve bien au réacteur libyen et non à la production d'armes nucléaires. Le Pr George Rathjens, du Massachusetts Institute of Technology, qui est Président de la FAS, a estimé que la centrale libyenne pourrait produire suffisamment de matériel fissile pour fabriquer "deux douzaines" de bombes par an.

Dans une lettre à Anatoliy Dobrynin, Ambassadeur soviétique à Washington, M. Stone a demandé : "Le Gouvernement soviétique peut-il faire confiance au Gouvernement libyen pour qu'il applique le futur accord sur les sauvegardes de l'AIEA si on ne peut se fier à la Libye pour respecter les termes du traité lui-même?"

/...

Les ambitions nucléaires de la Libye étaient bien connues au début des années 70, lorsque le dirigeant libyen, Muammar al-Qaddafi a tenté, semble-t-il, d'acheter des armes nucléaires à la Chine et qu'il a déclaré par la suite qu'il achèterait la bombe à tout pays qui la lui vendrait. M. Stone a dit que la Libye n'a pas changé d'attitude lorsqu'elle a ratifié cyniquement le Traité afin de pouvoir obtenir un réacteur de l'Union soviétique.

La FAS a également écrit au Président Carter pour lui demander d'examiner cette question avec les Russes ainsi que celle d'éventuelles sanctions internationales contre la Libye. Les Etats-Unis ne peuvent faire grand-chose à eux seuls, dit M. Stone, si ce n'est renvoyer les 2 000 libyens qui étudient dans les colleges et universités américains (10 p. 100 d'entre eux étudient les sciences nucléaires).

C

"Le principal objectif de Qaddafi consiste à doter la Libye d'une capacité nucléaire propre"

(Par John K. Cooley, Carnegie Endowment for International Peace :
Christian Science Monitor, 12 novembre 1980)

Le dirigeant libyen, le colonel Muammar Qaddafi, semble vouloir doter son pays d'un potentiel nucléaire qui lui soit propre.

Les diplomates du tiers monde qui se sont entretenus avec des officiers supérieurs libyens ont donné les renseignements suivants sur les préparatifs nucléaires de la Libye.

Le colonel Qaddafi et l'ancien Président pakistanais, Zulfikar Ali Bhutto (qui a été exécuté en 1979) ont examiné la possibilité pour la Libye d'obtenir une éventuelle "bombe islamique" mise au point au cours du programme nucléaire accéléré du Pakistan. En 1977, et peut-être en 1978, le colonel a envoyé des avions transportant des centaines de millions de dollars, sous forme de devises libyennes dont on ne pourrait retrouver la trace, afin d'apporter un appui financier au projet pakistanais qui était alors en très bonne voie, non loin d'Islamabad.

Des sources énamant de milieux industriels d'ici font savoir que la Libye, plutôt que d'emboîter le pas à l'Iraq ou au Brésil en achetant un système complet, s'efforcera de l'obtenir de sources diverses. Il s'agit notamment d'une centrale électrique fonctionnant avec du combustible nucléaire acheté à diverses sociétés occidentales, une usine de retraitement pour produire du plutonium à partir de l'uranium du Niger et du Tchad, uranium que la Libye s'efforce d'obtenir maintenant au Tchad.
